

ANNONCE TRANSMISE
Avis d'Appel Public à la Concurrence - Procédure Adaptée
date d'émission : 17/09/2014 - 09:32

CONTENU DE VOTRE AVIS

NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Etablissement public du musée du quai Branly

Correspondant : Mlle Clémence VANDELER, Musée du quai Branly, Service juridique 222, rue de l'Université, 75007 Paris, tél. : 01 56 61 70 43, télécopieur : 01 56 61 71 38, courriel : marches-publics@quaibrantly.fr

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- Loisirs, culture et religion

Objet du marché : Travaux d'aménagement, d'installation, de maintenance et de démontage des éléments scénographiques des expositions Maîtres sculpteurs de Côte d'Ivoire et Sépik

Type de marché de travaux : exécution

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

- Objet principal : 45000000

Lieu d'exécution et de livraison : Musée du quai Branly, 75007 Paris

Code NUTS : FR101

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

L'avis implique un marché public

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : oui
- Le marché a pour objet des travaux d'aménagement, d'installation, de maintenance et de dépose des expositions Maîtres sculpteurs de Côte d'Ivoire qui se tiendra au musée du quai Branly du 14 avril 2015 (ouverture au public) au 26 juillet 2015 et Sépik, qui se tiendra au musée du quai Branly du 27 octobre 2015 (ouverture au public) au 07 février 2016.
- Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Le marché est décomposé en 4 lots :

Lot 1-Agencement

Lot 2-Électricité-éclairage

Lot 3-Signalétique

Lot 4-Multimédia

Le lot 1 comporte 12 options :

Option n°1 : CNPC1 d'une hauteur de 500 cm

Option n°2 : CNPC2 d'une hauteur de 500 cm

Option n°3 : plateaux amovibles socles (MSCI)

Option n°4 : banc B (MSCI)

Option n°5 : potelets (MSCI)

Option n°6 : revêtement de sol RS (MSCI)

Option n°7 : plateaux amovibles socles (Sepik)

Option n°8 : podium P7 (Sepik)

Option n°9 : podium P9 complet (Sepik)

Option n°10 : banc GB (Sepik)

Option n°11 : revêtement de sol RS1 (Sepik)

Option n°12 : revêtement de sol RS2 (Sepik)

Le lot 3 comporte 7 options au sens du droit interne de la commande publique

Option n°1 : Lettres du mot « sculpture » détachées du mur

Option n°2 : Ensemble du titre détaché du mur

Option n°3 : Cartes sur papier adhésif

Option n°4 : Cartes imprimées sur supports médium

Option n°5 : Habillage mural visuels DAN

Option n°6 : Cartes sur papier adhésif

Option n°7 : Cartes imprimées sur supports médium

Les candidats des lots 1 et 3 devront obligatoirement chiffrer ces options.

Le marché démarre à compter de sa date de notification au titulaire et s'achève à la fin des opérations de démontage de la dernière exposition. L'exposition Maîtres sculpteurs de Côte d'Ivoire a lieu du 14 avril 2015 (ouverture au public) au 26 juillet 2015. L'exposition Sepik a lieu du 27 octobre 2015 (ouverture au public) au 7 février 2016.

Les délais d'exécution sont mentionnés dans le CCTP. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/travaux, le délai d'exécution de la période de préparation commence à compter de la date de notification de chaque lot et s'achève à l'issue de la date prévisionnelle de réalisation des travaux sur site commune à tous les lots.

Prestations divisées en lots : oui

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots

Cautionnement et garanties exigés : Aucune caution ou garantie particulière n'est exigée. En application des dispositions de l'article 87 V du Code des marchés publics, une avance de 5 % (cinq pour cent) du montant initial TTC du marché sera versée à l'entrepreneur sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Son montant ne pourra être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

En application de l'article 88 du code des marchés publics, le remboursement de la totalité de cette avance s'effectuera en une seule fois lors du règlement de l'acompte.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Le marché est financé sur le budget de l'établissement public du musée du quai Branly.

Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par l'établissement public du musée du quai Branly.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : La forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans le marché et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique. Conformément à l'article 51-vi du code des marchés publics, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements pour un même lot.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Conditions de participation :

• Critères de sélection des candidatures : Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

Adéquation des capacités professionnelles à l'objet du lot : références, qualifications professionnelles ;

Adéquation capacités techniques à l'objet du lot : moyens matériels et humains ;

Adéquation capacités financières à l'objet du lot : chiffre d'affaires (montant et évolution sur les 3 dernières années).

• Situation juridique - références requises : Cf renseignements complémentaires

• Référence professionnelle et capacité technique - références requises : Cf renseignements complémentaires

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

• Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

• Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner.

• Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés

• Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)

• Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

• Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

• Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm)

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification au marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

- Prix (50 %)
- Valeur technique - les sous-critères sont indiqués à l'article 5 du règlement de la consultation (50 %)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 08 octobre 2014 à 17 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :
2014-MQB-02071-MA-00-00

Renseignements complémentaires : Pour l'ensemble des lots, sous réserve qu'il ait répondu à la solution de base, le candidat pourra présenter des propositions supplémentaires comportant des variantes à caractère technique à condition qu'il s'agisse de propositions techniques au moins aussi performantes que celles du marché. Le candidat pourra notamment proposer des matériaux et des techniques plus durables et/ou plus performants et/ou nécessitant moins de traitements chimiques ou de maintenance.

Les candidats pourront visiter le site où seront exécutés les travaux à savoir au :

Musée du quai Branly
222, rue de l'Université
75007 PARIS

Les visites seront possibles jusque 6 jours avant la date de remise des offres. Pour accéder au site, les candidats devront se munir d'une pièce d'identité. Les candidats qui souhaitent effectuer la visite devront s'inscrire auprès de stephane.sallee@quaibrany.fr

Les différents actes administratifs détachables relatifs à la procédure de passation et à l'attribution du marché peuvent faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir avant la signature du contrat dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou publication. La procédure du référé précontractuel prévue à l'article L.551-1 du code de justice administrative peut être mise en oeuvre avant la signature du marché. La procédure du référé contractuel ne peut être mise en oeuvre que si l'avis ex-ante volontaire prévu à l'article 40-1 du code des marchés publics n'a été publié au JOUE et/ou que le pouvoir adjudicateur n'a pas observé les délais prévus à l'article L551-15 du Code de justice administrative à compter de cette publication.

Un recours contre le contrat signé peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

Date d'envoi du présent avis à la publication : 17 septembre 2014

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=200953&orgAcronyme=f5j>

Conditions de remise des offres ou des candidatures : Les modalités de remise des candidatures et des offres sont fixées à l'article 4 du règlement de la consultation.

Informations complémentaires :

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>
Date limite d'obtention : 08 octobre 2014 à 17 h 00

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de paris, 7, rue de jouy, 75181 Paris cedex 04, tél. : 01 44 59 44 00, télécopieur : 01 44 59 46 46, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de paris, 7, rue de jouy, 75181 Paris cedex 04, tél. : 01 44 59 44 00, télécopieur : 01 44 59 46 46, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Nature et désignation des lots :

Lot(s) 1 Agencement

Les travaux consistent en la réalisation complète et parachevée de tous les ouvrages décrits dans le CCTPC.

C.P.V. - : Objet principal : 45000000

Lot(s) 2 Électricité-éclairage

Les travaux consistent en la réalisation complète et parachevée de tous les ouvrages sont décrits dans le CCTPC.

C.P.V. - : Objet principal : 45311200

Lot(s) 3 Signalétique

Les travaux consistent en la réalisation complète et parachevée de tous les ouvrages sont décrits dans le CCTPC.

C.P.V. - : Objet principal : 35261000

Lot(s) 4 Multimédia

Le présent lot consiste en la réalisation complète de tous les éléments graphiques de l'exposition décrits dans le CCTPC.

C.P.V. - : Objet principal : 32322000

► [Télécharger l'avis seul au format PDF](#)

[Télécharger la preuve d'émission](#)

NB : pour accéder à notre outil qui vous permet de lire la preuve d'horodatage, délivrée en format .pep, cliquer sur l'icône GRIS "OUTILS" situé en haut à droite du module, puis télécharger le fichier.

DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **2662112**

SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE...

Votre annonce sera publiée comme suit :

MARCHÉS ONLINE Publication intégrale

Département : 75 - Paris

DONNÉES DE FACTURATION MARCHÉS ONLINE

Pack Marchés Online

[Télécharger au format PDF](#)

[Imprimer](#)

[Fermer cette fenêtre](#)